

POLITIQUE

ÉTRANGÈRE

CANADIENNE

89/22



Affaires extérieures External Affairs
Canada Canada

DÉCLARATIONS ET DISCOURS

Discours

du très honorable Joe Clark,
secrétaire d'État aux Affaires extérieures,
à la 44^e session de l'Assemblée générale
des Nations Unies

Canada

New York (États-Unis)

le 26 septembre 1989

Monsieur le Président,

Je voudrais vous offrir mes félicitations et mes meilleurs voeux dans l'exercice de cette charge importante qu'est la présidence de cette Assemblée générale des Nations Unies. Votre sagesse et votre compréhension se révéleront des atouts précieux durant ces moments historiques que nous vivons. Je sais aussi que vous saurez bâtir sur les réalisations de votre distingué prédécesseur, mon collègue, Dante Caputo.

Je voudrais d'abord faire quelques observations sur deux développements particuliers au sein des Nations Unies.

Le premier porte sur l'application de la technologie moderne au maintien de la paix. En avril dernier, le Canada a terminé une étude globale qui avait pour but d'explorer l'utilisation de la surveillance aérienne sous toutes ses formes dans l'exécution des tâches de maintien de la paix qui incombent actuellement à la communauté internationale. Nous sommes arrivés à la conclusion que ces modes de surveillance, à partir d'aéronefs ou de satellites, pouvaient améliorer sensiblement l'efficacité des opérations de maintien de la paix et des travaux connexes de vérification. Nous soumettrons cette étude aux Nations Unies.

J'estime que cette initiative est importante en soi et aussi sur le plan symbolique. Elle représente le genre de travail concret et pragmatique nécessaire pour permettre à l'Organisation des Nations Unies de s'acquitter plus efficacement de ses responsabilités croissantes en matière de maintien de la paix. Elle illustre par ailleurs l'un des buts fondamentaux de l'Organisation: mettre les découvertes de la technologie moderne au service de la paix et non de la guerre.

En deuxième lieu, si on lui en fait la demande, le Canada est disposé à renforcer la présence des Nations Unies en Namibie en y détachant des forces policières respectées et chevronnées. Le Canada a appuyé avec enthousiasme l'idée selon laquelle les nations devraient répondre à l'appel, face au besoin urgent d'une force policière efficace en Namibie. Nous sommes prêts à envoyer des membres de notre force nationale, la Gendarmerie royale du Canada, qui a joué un rôle si déterminant et si constructif dans notre propre histoire.

En fait, la GRC a été la première gardienne de la paix au Canada. En 1874, la Police montée du Nord-Ouest posait un jalon dans l'édification du Canada en tant que nation transcontinentale en entreprenant un périple de plus de mille milles pour faire régner l'ordre dans l'Ouest par sa présence, non par la force. La conduite de ses membres lui a valu un respect qui reste tout aussi entier aujourd'hui, et elle est maintenant l'une des forces policières les plus admirées au monde. Elle apporterait en Namibie non seulement sa compétence, mais aussi sa réputation de gardienne de la paix.

Ce serait la première fois dans l'histoire du Canada que la GRC assume un tel rôle. Afin d'être prêt, le Commissaire de la Gendarmerie a demandé cent volontaires. Jusqu'à maintenant, 2 000 membres ont répondu à l'appel, sur un effectif total de plus 14 000 membres. Nous croyons que les gendarmes qui, il y a plus de cent ans, ont instauré un respect général de la loi dans l'Ouest canadien sauront faire de même en Namibie au moment où celle-ci prend enfin sa place dans la communauté des nations.

Monsieur le Président, la période que nous traversons est pleine de défis et sans précédent dans les annales mondiales.

D'une part, des problèmes qui naguère paraissaient insolubles semblent aujourd'hui bien plus près d'une solution; qu'on pense à l'Afrique australe, à l'Indochine, à certaines régions du Moyen-Orient, mais aussi et surtout aux relations Est-Ouest.

D'autre part, le sentiment de crise s'accroît. Notre climat change, les sécheresses et les inondations se multiplient et notre survie est menacée. Des maladies jusque-là inconnues apparaissent. Les technologies nouvelles permettent la prolifération des armes les plus meurtrières. Le terrorisme prend de plus en plus d'ampleur.

Mais, de tous ces problèmes, aucun ne peut être réglé par une seule nation qui agirait unilatéralement, ni même par un groupe de nations puissantes qui concerteraient leurs efforts.

Dans le passé, nous avons pris pour acquis que la planète pourrait survivre aux pires excès de l'homme. Aujourd'hui, à l'ère des valises piégées, de la pandémie du sida et des trous dans la couche d'ozone, on se prend à douter de notre capacité fondamentale de survie. On doute, mais on ne désespère pas - bien au contraire. La volonté d'agir et le pragmatisme qui marquent présentement les affaires internationales produisent des résultats qui ne manquent pas d'étonner. Et l'Organisation des Nations Unies leur sert de creuset.

Nous entrons dans une ère où la Charte des Nations Unies doit cesser d'être un recueil d'objectifs auxquels nous aspirons. Les mots qui la composent doivent devenir descriptifs de notre action commune. Et le vocable "Nations Unies" ne peut être simplement le nom de notre institution; il doit devenir le symbole de notre engagement collectif.

Aujourd'hui, qui peut imaginer une guerre nucléaire où il y aurait des gagnants et des perdants?

Qui peut envisager une guerre conventionnelle en Europe qui ne soit pas une fausse victoire?

Qui peut concevoir une solution à la crise de l'endettement sans compromis?

Qui peut envisager un environnement global plus sain sans la coopération internationale et sans une action concertée?

Qui, enfin, peut entrevoir la résolution des nombreuses crises que connaît le monde en développement en l'absence d'un dialogue raisonné et productif avec le monde industrialisé?

Autrefois, les adeptes de l'unilatéralisme passaient pour des réalistes alors que les partisans de la coopération étaient accusés d'idéalisme.

J'estime qu'aujourd'hui l'inverse est vrai.

La coopération est devenue synonyme de réalisme et le pragmatisme mène au progrès.

On a accompli beaucoup ces derniers mois et ces dernières années; il reste cependant beaucoup à faire.

Il y a, dans les relations Est-Ouest, une volonté nouvelle d'abandonner les liens stériles et de trouver des solutions aux problèmes solubles même si d'autres questions restent litigieuses.

Cette attitude a tonifié l'Organisation et est source d'espoir pour de nombreuses régions et de nombreux conflits. Nous l'encourageons.

Le contrôle des armements est maintenant caractérisé par de réels compromis et de réelles concessions mutuelles. Les problèmes particulièrement critiques sont examinés en premier. Les domaines où la technologie risque de prendre le pas sur le processus politique se voient accorder la priorité. On se penche finalement sur l'équilibre dangereusement instable de forces conventionnelles trop nombreuses.

Le Canada se réjouit des progrès substantiels accomplis ces derniers jours par les Etats-Unis et l'Union soviétique en ce qui concerne toute une série de questions fondamentales.

L'abandon, en particulier, de l'idée de lier la recherche sur la défense stratégique aux progrès concernant le contrôle des armes nucléaires stratégiques est une évolution très positive.

Il en va de même des progrès enregistrés dans le domaine de l'élimination des armes chimiques, y compris l'échange de données sur les stocks. Nous applaudissons vivement à la proposition du Président Bush de ramener les stocks à moins de vingt pour cent des niveaux actuels pendant que se poursuivent à Genève les efforts de négociation d'une convention sur les armes chimiques.

Le Canada souscrit également à l'accord américano-soviétique visant à étudier la possibilité d'un arrangement "À ciel ouvert" entre l'OTAN et le Pacte de Varsovie.

Le caractère audacieux d'un tel arrangement tient à sa simplicité même: l'espace aérien des membres de chaque alliance serait ouvert à l'aviation de l'autre alliance sous réserve uniquement du respect des règles fondamentales de la sécurité aérienne. Tous pourraient de la sorte s'assurer que les activités militaires ne sont pas le prélude d'une attaque-surprise.

Dès le départ, nous avons exhorté les Etats-Unis à aller de l'avant avec cette proposition inspirée, afin d'en faire un accord inter-alliances.

Un accord "À ciel ouvert" serait un symbole convaincant des nouvelles relations Est-Ouest. Il donnerait confiance et serait un outil utile pour la vérification d'autres accords, notamment un accord sur les forces conventionnelles en Europe.

Nous sommes prêts cependant à aller au-delà de l'appui de principe. Dimanche dernier, après des consultations auprès des membres de l'OTAN et du Pacte de Varsovie, le Premier ministre Mulroney a rendu publique l'offre du Canada d'organiser dès novembre une conférence inter-alliances afin d'explorer les possibilités d'un accord formel dans ce domaine.

Il est capital que soient approfondies et élargies les relations Est-Ouest.

La paix, en tant que structure stable, ne peut reposer uniquement sur une convergence de vues relativement à la maîtrise des armes, peu importe l'étendue d'un pareil accord.

Pour être durable, la paix doit reposer sur la compréhension, un sentiment de difficultés partagées et des enjeux communs pour l'avenir. Par-dessus tout, il faut que chaque partie ait le sentiment que la survie de l'autre est dans son plus grand intérêt. Il faut s'entendre non seulement sur la façon d'éviter la guerre mais aussi sur les avantages de la paix.

C'est pourquoi nous saluons et encourageons l'élargissement du dialogue sur les questions régionales, économiques, sociales et environnementales.

C'est pour cette raison que le Canada appuie vigoureusement l'élargissement du champ d'activité de l'OTAN, qui poursuit de façon plus énergique le dialogue politique et social prévu dans son mandat. À ce chapitre, lors du dernier Sommet de l'Organisation, une proposition canadienne a été adoptée dans le but d'aider les jeunes dirigeants politiques à se familiariser avec le fonctionnement de la démocratie. Il nous faut d'autres initiatives du genre.

Les progrès constatés dans les relations Est-Ouest dépendent en bonne partie du renouveau qui balaie l'Europe de l'Est et l'URSS. L'idéologie fait place au compromis. Les gouvernements reconnaissent que les vieilles méthodes ne fonctionnent pas, que de nouvelles stratégies sont nécessaires, qu'il peut être intéressant de s'inspirer de ce qui se fait ailleurs et que la coopération dans le domaine économique et social n'est pas un signe de défaite mais plutôt une recette assurée.

Le Canada appuie sans équivoque les changements en cours dans les pays de l'Est. Il ne doit pas y avoir de retour en arrière. En Occident, nous devons trouver des façons nouvelles de consolider le remarquable processus de réforme et de libéralisation en cours.

Dans les pays de l'Est et ailleurs dans le monde, le mouvement vers la démocratie et l'expansion de l'économie de marché est une victoire pour le pragmatisme et le réalisme dont nous ne pouvons que nous réjouir.

Le totalitarisme tombe en discrédit non parce que ceux qui en sont l'objet le considèrent comme une erreur, mais parce qu'il ne fonctionne pas. Il ne donne pas les résultats escomptés.

Non seulement la démocratie est-elle un ensemble de valeurs, mais c'est aussi une prémisse voulant que personne n'ait le monopole de la vérité, que différents groupes puissent proposer à diverses époques des solutions différentes à des problèmes variés. C'est la politique du pragmatisme. Elle fonctionne. Elle remplit ses promesses.

Le marché libre n'est pas simplement une façon particulière d'ordonner l'économie, c'est aussi un cadre qui permet à l'individu d'être rétribué selon sa valeur, ses efforts et ses possibilités. C'est un système adapté à la nature humaine. C'est le système économique du pragmatisme. Il fonctionne. Il porte fruit.

C'est pourquoi le Canada se réjouit de la vague de démocratisation et du mouvement vers l'économie de marché qui sont manifestes partout dans le monde. Tout espoir de stabilité sociale repose sur cette tendance. Et cette stabilité est un fondement solide pour la paix internationale.

Ces derniers mois, nous avons assisté à des progrès remarquables dans la résolution de nombreux conflits régionaux qui ont sérieusement menacé la stabilité mondiale et semé le malheur.

Le retrait soviétique de l'Afghanistan, les règlements intervenus en Angola et en Namibie, le cessez-le-feu conclu entre l'Iran et l'Iraq et les progrès évidents en Amérique centrale témoignent tous d'une nouvelle volonté de compromis. Ils témoignent aussi du rôle crucial joué par l'Organisation des Nations Unies et son Secrétaire général dans la recherche d'un ordre mondial.

Beaucoup reste à faire. L'absence de guerre n'est pas synonyme de paix. Il faut que la communauté internationale continue de faire tout ce qui est en son pouvoir pour veiller à ce que les initiatives en cours dans ces régions troublées passent de la trêve au règlement, de l'affrontement à l'accommodement.

Nous croyons qu'il importe tout particulièrement de persévérer dans la lutte contre l'apartheid. Nous avons de bonnes raisons d'espérer. Le Président de Klerk a promis des réformes et fait montre de souplesse et d'imagination. Le Congrès national africain, pour sa part, fait preuve de courage et de prévoyance en se préparant à participer à de véritables négociations. Les manifestations populaires en Afrique du Sud et le fait que les autorités les aient tolérées, témoignent d'une volonté collective qui transcende les barrières raciales.

L'attention que la communauté internationale a accordée à la question sud-africaine ainsi que l'utilisation ou la menace de sanctions ont contribué à créer ce climat de changement. Ces efforts ne doivent pas se relâcher avant que ne soient intervenues des réformes substantielles.

Aujourd'hui encore, des adultes meurent et des enfants souffrent de la faim. De vieux conflits nés dans la haine et la cupidité continuent de s'envenimer, grevant l'avenir des générations futures et entâchant l'honneur des civilisations anciennes.

Au Liban, le sang continue de couler dans une lutte tragique pour la domination d'une terre autrefois splendide. Ceux qui souhaitent s'en rendre maîtres sont en train de la détruire. Nous renouvelons notre appel en faveur du retrait de toutes les forces étrangères. Nous rédisons notre appui au Comité tripartite de la Ligue arabe.

Au Moyen-Orient, il faut de toute urgence renouer avec la confiance et le dialogue. Nous appuyons les propositions d'Israël concernant la tenue d'élections directes dans les territoires occupés. Nous nous réjouissons de la modération manifeste dont fait preuve l'OLP dans ses positions. Mais les deux parties devront faire beaucoup plus pour consolider la confiance si ces premiers gestes doivent se traduire par un véritable processus de paix dans cette région troublée et ravagée par la guerre. Le Canada considère que le plan innovateur en dix points mis de l'avant par le Président Mubarak constitue une des solutions possibles à l'impasse actuelle.

Quant au Cambodge, la Conférence internationale tenue récemment à Paris n'a pas débouché sur une entente en raison des nombreuses divergences qui séparent encore les parties. Il faut espérer que l'avenir permettra de dégager un compromis avant que ce pays ne connaisse un autre bain de sang. J'estime néanmoins que la Conférence a été utile. Elle a permis de mettre résolument la question à l'ordre du jour international. Elle a aussi permis de déterminer des mécanismes de contrôle et des processus de reconstruction qui pourraient entrer en jeu au plan international après la conclusion d'une entente.

À mesure que des conflits régionaux ont été maîtrisés, c'est le maintien de la paix, instrument unique et important des Nations Unies, qui est entré en jeu. Parallèlement, des suggestions opportunes et pragmatiques ont été faites en vue d'améliorer le fonctionnement et le financement. Le Canada appuie les efforts du Secrétaire général qui veut assurer et rationaliser le financement des opérations de maintien de la paix. Cette activité occupe désormais une place trop importante dans les missions de notre Organisation pour être tributaire d'un financement aléatoire.

L'édification d'un nouveau régime de droit international a été l'une des tâches centrales de notre Organisation. Cela s'est fait avec assiduité et souvent sans bruit. Nous sommes à jeter les assises d'une société internationale régie par les principes de droit et les codes de conduite. À l'instar des nations, la communauté internationale ne peut trouver de stabilité sans la règle de droit, et la règle de droit est sans effet en l'absence de consensus. L'intégration dans les législations nationales des droits définis et codifiés par les Nations Unies dans la Déclaration des droits de l'homme ainsi que dans les pactes sur la discrimination raciale et les droits de la femme témoignent de l'émergence d'un tel consensus. Nous devons consolider ces acquis en approuvant cette année la Convention sur les droits de l'enfant.

Nous assistons aujourd'hui à une profonde transformation de la substance même du discours international. Il est remarquable comme est proche la résolution de problèmes que l'on croyait insolubles. Les questions que l'on considérait du domaine exclusif des gouvernements nationaux sont maintenant à l'ordre du jour de la communauté internationale parce qu'elles sont urgentes et parce qu'aucun Etat, quelle que soit sa puissance ou sa bonne volonté, ne peut les résoudre seul.

C'est ainsi que l'environnement s'impose comme la question la plus importante pour la communauté internationale d'ici à la fin du siècle et d'ailleurs aussi au 21^{ème} siècle. Dans très peu de temps, on considérera que l'environnement constitue pour la survie de l'espèce humaine une menace analogue à celle qu'a représentée dans le passé la guerre nucléaire. Les problèmes environnementaux mettent maintenant en cause la survie des nations. Ils font aussi sauter la distinction entre les préoccupations nationales et internationales. La pollution ne respecte pas les frontières. En fin de compte, nous respirons tous le même air et nous utilisons tous la même eau. Nous sommes tous touchés par la dégradation de ces ressources.

Convenons donc au cours de la présente Assemblée de tenir effectivement la Conférence sur l'environnement et le développement prévue pour 1992. Travaillons à l'adoption d'une convention sur l'évolution du climat; le Canada a d'ailleurs contribué activement à l'élaboration d'un projet des Nations Unies sur cette question. Enfin lançons un dialogue réaliste entre les pays développés et en voie de développement pour combattre ce fléau qui menace tous les États, qu'ils soient riches ou pauvres.

Je constate aujourd'hui que les relations improductives entre le Nord et le Sud qui ont marqué les années 70 et la première partie de la décennie cèdent le pas à une attitude nouvelle. On reconnaît de plus en plus que les projets tout aussi grandioses que flous doivent être remplacés par un dialogue pragmatique et que la recherche de coupables contribue très peu à la résolution des problèmes.

De fait, un nouveau dialogue s'est engagé entre les pays développés et en développement, sans éclat et sans grandes initiatives.

- Au sein du groupe de Cairns, divers pays dont le Canada et la Thaïlande, l'Australie et l'Argentine ont uni leurs efforts pour travailler à la résolution de problèmes agricoles.
- Au sein des institutions financières internationales, la crise de l'endettement est abordée avec un nouveau sens du réalisme et du risque partagé. Les prescriptions économiques sont conjuguées aux considérations politiques et sociales. Cet équilibre s'impose pour éviter que les dislocations provoquées par le remboursement de la dette ne fassent basculer les démocraties naissantes et les sociétés vulnérables.
- Au sein du Commonwealth, il a été possible d'accentuer la pression sur l'apartheid en raison du caractère multiracial et mondial de l'organisation.
- Au sein de la Francophonie, on assiste à l'émergence de nouveaux programmes qui protègent le patrimoine français et favorisent le télé-enseignement ainsi qu'à l'amorce de discussions sur les droits de l'homme.
- Enfin, on constate au sein du Mouvement des pays non alignés une volonté nouvelle de mettre de côté les questions idéologiques et de cultiver de façon pratique la coopération avec le monde industrialisé.

J'ai récemment participé au Sommet des non-alignés à Belgrade à titre d'invité. Ma participation visait à trouver des points communs sur diverses questions internationales. J'ai été favorablement impressionné tant par le nouvel esprit de modération dont font preuve bon nombre des membres du Mouvement que par la présidence éclairée assurée par la Yougoslavie. Je tiens à citer une phrase de la déclaration finale du Sommet:

"Nous devons mettre de côté les préjugés et le dogmatisme".

J'ai pris part à la Conférence du Mouvement des pays non alignés non pas parce que le Canada remet en question ses alliances. Nous sommes un membre permanent de l'OTAN et nous en sommes fiers. Nous sommes d'ardents défenseurs de l'économie de marché et de la démocratie libérale. Si j'ai pris part à cette conférence, c'est parce que le Canada partage une même planète avec les membres de ce Mouvement.

À Belgrade, j'ai pu explorer plus à fond la proposition mise en avant par l'Inde, l'Égypte, le Sénégal et le Venezuela durant le Sommet économique de Paris, en faveur d'un dialogue sérieux et responsable sur les questions qui nous préoccupent tous. Le Canada s'est rallié à la France pour appuyer cette proposition en principe à Paris. Je réitère cet appui aujourd'hui en l'assortissant de quelques variantes susceptibles de donner une efficacité plus grande au concept.

Nous devons tous tirer des leçons de nos erreurs passées, mettre de côté nos conceptions divergentes du monde et nous rassembler pour discuter calmement de problèmes particuliers que nous cherchons tous à résoudre.

Le Canada estime qu'il est utile d'encourager la tenue de consultations intensives qui déboucheront sur une conversation nouvelle entre le monde développé et le monde en développement, une conversation sur des problèmes bien ciblés en vue d'en arriver à une action commune au service d'une cause commune.

Je parle d'une conversation et non d'une confrontation. Nous ne pouvons refaire le monde. Mais nous pouvons et nous devons redresser les erreurs du passé - de façon méthodique, pragmatique, réaliste et collective.

Les discussions sur l'environnement, sur la drogue, sur l'investissement, sur le commerce et sur la dette commandent la priorité. Elles doivent être équilibrées et couvrir des sujets d'intérêt tant pour les pays développés que pour les pays en développement.

Nous examinerons activement cette question dans les mois à venir avec nos partenaires du Groupe des Sept et avec les représentants du monde en développement. La participation de l'Union soviétique à cet effort, outre qu'elle serait bien accueillie, donnerait à ce pays une occasion de concrétiser son appui de l'ordre international. Cette participation refléterait en outre la portée universelle du défi.

À cet égard, deux occasions s'offriront d'encourager ce nouveau dialogue dans l'année qui vient:

- la session extraordinaire sur la revitalisation de la croissance et du développement; et
- l'élaboration de la quatrième stratégie du développement international.

Ces deux éléments peuvent contribuer à une meilleure compréhension des fondements de la croissance économique et du développement durables, particulièrement pour les pays en développement.

Aujourd'hui, nous devons modifier nos façons de faire à un rythme sans précédent, face aux assauts répétés que subit notre planète.

Nous ne connaissons que trop bien les problèmes horribles qui nous agressent quotidiennement:

- une population mondiale qui s'accroîtra de près de 3 milliards d'habitants dans 35 ans à peine;
- un environnement où les forêts meurent ou disparaissent, où l'air est empoisonné et où les océans, les fleuves et les rivières se transforment en égouts et en cloaques;
- quatorze millions d'enfants qui meurent chaque année de maladies courantes et de malnutrition;
- les ravages de la drogue dont le commerce à l'échelle mondiale dépasse aujourd'hui en valeur le commerce pétrolier et ne le cède qu'au commerce des armes;
- des dizaines d'économies qui ne peuvent simultanément payer le prix des échecs du passé et se préparer à un avenir prometteur;

- et la prolifération des armes chimiques et nucléaires et la dissémination de la technologie liée aux systèmes d'armements, en quelque sorte une bombe à retardement qui menace de réduire à néant les espoirs qu'a fait naître la coopération nouvelle des superpuissances.

Cette organisation, comme d'autres assemblées internationales, reflète par sa mission et sa composition le monde dans lequel elle évolue.

L'ONU a plusieurs réussites à son actif:

- les victoires discrètes mais impressionnantes de l'UNICEF, du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et de l'Organisation mondiale de la santé;
- le triomphe du maintien de la paix - et des 50,000 membres des forces onusiennes qui ont amplement mérité le Prix Nobel qui leur a été décerné;
- la médiation des différends, qu'a présidé avec tant de compétence le Secrétaire général.

Mais il y a aussi eu des échecs, des occasions sacrifiées à une idéologie dépassée et un manque de volonté politique. Pour l'avenir, le défi consistera non pas à inventer de nouvelles instances, mais à donner à la famille d'institutions onusiennes les moyens de fonctionner de façon plus efficace et plus humaine.

Monsieur le Président, à l'issue de la nouvelle course dans laquelle nous sommes engagés, tous seront gagnants ou tous seront perdants.

Abandonnons les stéréotypes éculés du passé.

Mettons de côté nos divergences et travaillons ensemble à un avenir sûr pour la planète.

Renouvelons notre engagement en tant que Nations Unies.

Et attaquons de front les problèmes de notre époque en tant qu'hommes et femmes conscients de l'enjeu qui les attend et des conséquences d'un échec, et tournons-nous vers des solutions pragmatiques et non vers des rêves sans lendemain.